

LETTRE D'INFORMATION

Bulletin d'information mensuel de Sylviane NOËL, Sénatrice de la Haute-Savoie



J'AI RÉCLAMÉ DES GARANTIES POUR FAIRE RESPECTER AUX PROMOTEURS LEURS ENGAGEMENTS DE PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX

Le 1er juin dernier, à l'occasion d'une question orale, j'ai demandé au gouvernement de donner aux maires les moyens efficaces de faire respecter les engagements de production de logements sociaux par des promoteurs.

En effet, dans la pratique, il n'est pas rare de voir certains promoteurs peu scrupuleux ne pas respecter leurs engagements pris lors du dépôt de permis de construire de produire un pourcentage de logements sociaux, laissant alors les maires démunis pour sanctionner ces comportements. Lors de l'exposé de ma question, j'ai ainsi suggéré au Gouvernement d'intégrer au stade du permis de construire l'obligation de fourniture d'une convention entre le bailleur social et le promoteur.

Malheureusement, cette intégration m'a été refusée par le Ministre qui considère que la réglementation actuelle est satisfaisante.... ce mépris des difficultés des territoires est exaspérant !

Retrouvez l'intégralité de ma question orale et la réponse du Ministre [au lien suivant](#).

PAS D'INDUSTRIE VERTE PÉRENNE SANS CAPACITÉ D'INNOVATION

Lors de son audition par la commission des affaires économiques du Sénat s'agissant du futur projet de loi relatif à l'industrie verte, j'ai interpellé Bruno Le Maire sur :

- la nécessité que le standard d'Excellence Environnementale Européenne soit basé sur les caractéristiques des standards et labels existants et qu'il s'inscrive bien dans les standards européens afin de faciliter la capacité des entreprises à intégrer ce nouveau standard.
- la nécessité de ne pas diminuer le crédit impôt recherche portant particulièrement sur les dépenses de veilles technologiques ou la bonification de CIR pour l'embauche de jeunes docteurs : il n'y aura pas de reindustrialisation verte durable et pérenne sans capacité à innover !

Je suis satisfaite de la réponse du Ministre qui m'a rassurée sur ces deux points. Retrouvez notre échange au [lien suivant](#).

ADOPTION PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE DE LA PROPOSITION DE LOI VISANT À RÉGULARISER LE PLUI DU BAS-CHABLAIS

En début d'année, je vous informais de l'adoption par le Sénat de la proposition de loi visant à régulariser le PLUI de la Communauté de communes du Bas Chablais, dont je suis l'auteur avec mon collègue Cyril Pellevat.

Je me réjouis de l'adoption de ce texte à une très large majorité par l'Assemblée Nationale, le 14 juin dernier.

Cette adoption par les députés permet ainsi d'envisager enfin la réalisation de ce projet porté par les élus locaux et l'Etat depuis plusieurs années dont l'ensemble des procédures ont été validées et l'ensemble des recours purgés, de réparer l'erreur matérielle et de lever les derniers freins administratifs qui permettront à ce secteur particulièrement dynamique de la Haute-Savoie d'obtenir un des derniers barreaux autoroutiers manquants du département.

Je me réjouis de la réussite de cette nouvelle étape et remercie notre collègue rapporteur Anne-Cécile Violland pour la défense de ce texte à l'Assemblée.

J'adresse mes remerciements à l'ensemble de mes collègues parlementaires qui ont soutenu ce texte. Retrouvez notre communiqué de presse commun [au lien suivant](#).

LIVRE BLANC SUR L'ATTRACTIVITÉ DES FONCTIONS PUBLIQUES EN ZONE FRONTALIÈRE TENDUE

J'ai eu le plaisir d'intervenir lors de la présentation du Livre blanc sur l'attractivité des fonctions publiques en zone frontalière tendue à Saint-Julien-en-Genevois.

Le résultat d'un travail de très grande qualité mené durant un an sous l'impulsion de Veronique Lecauchois, Maire de Saint-Julien, avec la brillante expertise de Valérie Bouvier, directrice du Centre de Gestion de la Haute-Savoie et en partenariat avec près de 80 personnes qui ont contribué aux réflexions.

Un travail de terrain qui a permis d'élaborer des solutions clés en main, pragmatiques, pour les trois fonctions publiques et une volonté marquée de différencier les territoires en fonction des difficultés rencontrées.

Le département de la Haute Savoie est en effet particulièrement concerné par le sujet en raison de l'attractivité de la Suisse et de la cherté de la vie.

En complémentarité des actions que j'ai déjà menées en faveur de la mise en place d'une prime de vie chère, de la défense de l'apprentissage ou encore de l'assouplissement des règles de mise en œuvre du 13ème mois dans la fonction publique, ce recueil sera pour moi une source d'inspiration importante pour tenter de faire face à cet épineux problème.



#SÉNATRICE SUR LE TERRAIN, À VOTRE ÉCOUTE!

EN BREF!

- Cérémonie du 11 juin à Annecy en soutien aux victimes, à leurs familles et aux proches touchés par le drame survenu le 8 juin. Un moment de recueillement et d'émotion intenses qui a réuni plus de 3000 personnes.



- C'est avec une immense émotion et le cœur rempli de chagrin que nous avons accompagné Franz Lebay, Maire Adjoint à Saint-Jeoire en Faucigny pour sa dernière demeure. J'adresse mes sincères condoléances à sa famille et à l'ensemble du conseil municipal de Saint-Jeoire-Faucigny.



- Le 23 juin, nous avons signé et remis aux enfants du Syndicat Intercommunal Sciez Anthy Margencel (SISAM), leurs diplômes de citoyen suite à leur voyage citoyen à Paris où nous les avons accueillis au Sénat fin mai.



- Cérémonie à Thonon Les-Bains à l'occasion de la journée nationale de la Résistance avec un hommage particulier à Jean Moulin, célèbre résistant qui occupa les fonctions de Sous-préfet de l'arrondissement de Thonon en 1933.



- Pose de la première pierre du centre bourg de Frangy



JE POURSUIS MON COMBAT POUR LE MAINTIEN DES SERVICES PUBLICS EN MILIEU RURAL ET DE MONTAGNE !

À l'occasion du débat sur la France rurale au Sénat, face à la disparition des services publics, j'ai interpellé le Gouvernement sur **deux catégories de services publics qui me semblent revêtir une importance toute particulière en milieu rural : les structures d'accueil de jeunes enfants d'une part, et la couverture médicale d'autre part.**

- S'agissant des structures d'accueil des jeunes enfants, nombre de ces structures sont gérées par des associations qui finissent souvent par en transférer la gestion aux communes, ce qui peut constituer une charge financière insurmontable pour ces dernières.
- S'agissant du maintien d'une bonne couverture médicale dans les zones rurales, j'ai souhaité attirer à nouveau l'attention du Gouvernement sur **la modification du calcul des indemnités kilométriques des infirmières libérales qui exercent en zone rurale et de Montagne entraînant pour elles des pertes financières pouvant aller jusqu'à 30 % !** Dans ces conditions, bon nombre de praticiens sont découragés et décident d'interrompre leur activité ou d'exercer dans des zones plus densément peuplées au détriment des patients situés en zone rurale et de montagne. **Il s'agit là d'une rupture d'égalité criante devant le service public le plus élémentaire : celui de la santé.**

Déçue par la réponse de la Ministre, je suis navrée de constater l'indifférence et l'impuissance de ce Gouvernement sur tant de sujets capitaux pour nos concitoyens et nos territoires !

Retrouvez la vidéo de mon intervention [au lien suivant](#).

AUDITION DU PRÉSIDENT DE DOMAINES SKIABLES DE FRANCE PAR LA MISSION D'INFORMATION SUR L'EAU DONT JE SUIS MEMBRE

A l'occasion de cette audition, j'ai notamment rappelé le partenariat exemplaire mis en œuvre en Haute Savoie entre Domaines Skiabiles et le monde agricole et les communes **pour améliorer et favoriser la coopération et les synergies entre les activités agro-pastorales et l'activité ski en matière de gestion de l'eau notamment.** Un exemple de partage de la ressource et de l'espace intelligent !

JE FAIS PARTIE DU GROUPE DE TRAVAIL INTERNE DU SÉNAT SUR LA TRANSIDENTIFICATION DES MINEURS

J'ai intégré ce groupe de travail interne présidé par ma collègue Jacqueline Eustache-Brinio, qui s'intéressera à la hausse croissante des demandes de changement de sexe chez les enfants et surtout les adolescents depuis plusieurs années. Alors que l'influence des réseaux sociaux donne une visibilité nouvelle à la "dysphorie de genre" ou sentiment d'être né dans le mauvais corps, **je me réjouis que ce sujet soit considéré attentivement par le législateur.** Composé de 18 sénateurs, ce groupe entendra de nombreux experts, médecins, associations, juristes, experts internationaux avant d'envisager une éventuelle évolution du cadre législatif concernant les mineurs.

A LA RÉGION

• Soutenir la culture : une priorité régionale

Quand Laurent Wauquiez a repris la région à la gauche, le budget de la culture était de 59 millions d'euros. Il est aujourd'hui de 77 millions d'euros. A l'époque, 300 festivals étaient soutenus par la région. Aujourd'hui, ils sont plus de 500. La Région verse des subventions à 500 structures culturelles sans exercer de contrôle ni demander un droit de regard. Pourtant il existe bien un risque de censure culturel dans notre pays au travers de ceux qui exigent qu'on abatte des statues, qui s'attaquent à la langue française, qui font annuler des conférences, ou encore qui veulent retoucher les œuvres d'Agatha Christie. Il est là le vrai combat, contre cette idéologie de la déconstruction qui fait régner sa politique de terreur.

• La Région vous accompagne dans la réalisation de vos projets locaux

Au cours de ce mois de juin, j'ai été particulièrement fière de voir l'ensemble des infrastructures et événements massivement soutenus par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, notamment lors de l'inauguration de la Maison France Services à Glières-Val-de-Borne, l'inauguration du terrain de foot synthétique et vestiaires à Chens-Sur-Léman, l'inauguration du parking P+R à Machilly ou encore le final féérique aux grandes médiévales d'Andilly.



Me contacter



Permanence Parlementaire - 16, place de l'Hôtel de Ville - 74 800 La Roche-sur-Foron

Téléphone: 04.50.25.18.10 - s.noel@senat.fr - www.sylvianoel.fr - www.senat.fr